



ANALYSE

2019/09

POUR UNE UNION EUROPÉENNE SOLIDAIRE

## Pour une Union européenne solidaire

*70 ans après la création de l'Union européenne, le temps de l'allégresse et de la création autour d'idéaux d'espérance et de paix d'après-guerre semblent révolus. Un Brexit qui n'en finit pas, des dissensions lors de la signature d'accords, la montée des populismes, les replis nationalistes, l'euroscpticisme... Aujourd'hui le projet européen paraît décliner et sa fragilité est dorénavant indéniable. Alors, comment en sommes-nous arrivés là, que va-t-il advenir de cette organisation et, surtout, qu'elle est notre vision idéale de l'Union européenne du futur ?*

### *Toute une histoire<sup>1</sup>*

Des penseurs ont depuis toujours eu l'espoir d'une union pour la paix (Erasme, Kant, Hugo...), mais c'est à la suite de la Seconde Guerre mondiale que ce projet devint réalité. Imaginez 28 pays de langues et de cultures différentes, dont le passé est parsemé de guerres, qui décident de se rassembler pour créer une nouvelle histoire commune. C'est un travail de longue haleine et complexe qui mérite d'être rappelé.

L'enjeu d'après-guerre est d'empêcher le retour des conflits, de reconstruire les économies dévastées, de parer à la pauvreté ou encore à la pénurie, bref d'atteindre une certaine paix et stabilité. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) naît en 1952 et s'inspire du célèbre discours de Robert Schuman du 8 mai 1950, considéré comme les prémices de l'U.E. Elle unit six pays : la République Fédérale d'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Ces états institueront, entre-autre, la Communauté Économique Européenne (CEE ou marché commun).

Tandis que le mur de Berlin est érigé et que la guerre froide est à son apogée, le traité de Rome établit la Politique Agricole Commune (PAC), l'une des plus anciennes politiques européennes. La production agricole est dès lors contrôlée conjointement dans l'espoir de satisfaire les besoins alimentaires de tous et de rémunérer correctement les agriculteurs. La guerre froide s'enlise, mai 68 surgit, les chars soviétiques envahissent Prague et le mur de Berlin s'effondre alors que la CEE continue son expansion. Elle devient l'Union européenne en 1992 et instaure de nombreuses mesures (espace Schengen, zone euro, quotas de pêche, protection des consommateurs ...). En 2012, elle reçoit le prix Nobel de la paix pour l'avoir promue ainsi que la démocratie pendant plus de six décennies.

### *L'Union européenne d'aujourd'hui<sup>2</sup>*

L'union européenne, c'est 28 États membres et autant de régimes politiques. On y découvre 24 langues officielles et bien plus de parlers, 175 nationalités et 513 millions d'habitants répartis sur 4.5 millions de km<sup>2</sup>. 19 de ces pays constituent la zone euro, 3e puissance économique mondiale, après les États-Unis et la Chine. Depuis la crise économique et financière de 2008 et le surcroît des états en dettes et déficits, les règles budgétaires sont au centre du fonctionnement.

Le départ annoncé du Royaume-Uni est une première qui engendre beaucoup de remous mais il ne met pas tout à fait un terme à son expansion. Le Monténégro, la Serbie et la Turquie ont déposés leurs candidatures d'adhésion, bien que celle de la Turquie s'en éloigne, son régime ne répondant plus au critère primordial de la démocratie. La séparation des pouvoirs, les droits de l'Homme et les élections au suffrage universel sont des conditions indispensables pour entrer dans l'Union. Le traité sur l'Union européenne énumère les valeurs communes : la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'Etat de droit et les Droits de l'homme.

Grâce à elle, voyager est devenu plus simple, la qualité de l'essence est contrôlée ainsi que celle de l'eau, les produits cosmétiques ne peuvent plus être testés sur les animaux, les supermarchés ont l'obligation d'indiquer les prix au kilo, nous gardons nos numéros de téléphone à chaque changement d'opérateur et un chargeur universel a été créé... Nous ignorons souvent à quel point l'U.E. influence notre quotidien.

Pourtant, tout n'est pas rose, beaucoup d'états subissent des bouleversements politiques d'envergure et de nombreuses oppositions sont en marche. Désormais deux tendances se démarquent : l'augmentation des eurosceptiques et l'érosion des groupes politiques traditionnels<sup>3</sup>. Pour Claude Rolin député européen membre du PPE, le danger ne vient pas tant de l'extrême droite qui est encore heureusement minoritaire mais de la perméabilité possible entre les partis de droite classique vers ces groupuscules d'extrême droite. Le danger en cas d'exclusion d'un député d'un groupe constitué tel qu'actuellement serait d'un regroupement de tous les députés qui vivent à droite, ce qui leur donneraient bien plus de pouvoir qu'actuellement. <sup>4</sup>

Le peuple, en souffrance, ne se sent ni écouté ni respecté dans ses besoins et réagit. Les idéaux de solidarité, libre-échange et protection de l'Union font dorénavant face aux replis identitaires, au contrôle des marchés et à la souveraineté nationale.

### *L'Union européenne idéale*

Face à ce projet européen en déclin, L'ACRF-Femmes en milieu rural plaide pour une Union plus solidaire qui permettrait de préserver les avancées acquises. Les valeurs citées précédemment nous tiennent à cœur et nous craignons que le délitement de l'Union provoque instabilité et incertitudes. Il n'empêche que de nombreux points méritent un travail important. Nous en pointons trois en particulier.

La solidarité est une valeur indispensable qui doit être appliquée. En effet, nous pensons que les politiques nationales ou régionales sont insuffisantes pour atteindre certains objectifs. Cette solidarité doit être tant externe qu'interne. Nous savons que la migration a considérablement chuté depuis 2015. Aujourd'hui, nous sommes plutôt face à une crise de la politique de migration que face à une crise migratoire. Nous demandons une politique ouverte et bienveillante envers les migrants. Nous réclamons également un modèle d'Europe économique qui n'exacerbe pas la compétitivité entre les citoyens européens et qui préserve les mécanismes de solidarité, les services publics et l'emploi.

Nous rappelons que la préservation du milieu rural et le soutien aux agriculteurs sont la base d'une alimentation saine et accessible. Depuis les années 80, les réformes de la PAC se sont succédées pour, notamment, en réduire le coût. Actuellement, elle ne satisfait plus de nombreux agriculteurs qui souhaiteraient vivre davantage de leurs productions payées à un juste prix plutôt que dépendre des aides européennes. Enfin, bien que la PAC ait permis d'éviter les famines dans l'après-guerre, les consommateurs réclament aujourd'hui une alimentation de meilleure qualité et des méthodes de production plus respectueuses de l'environnement et de ses travailleurs.

Enfin, nous réclamons un modèle qui garantisse aux femmes une égalité avec les hommes sur le plan économique. En effet, d'après Eurostat<sup>5</sup>, le taux de pauvreté est plus élevé chez les femmes, elles gagnent en moyenne 16.3% moins que les hommes et sont plus souvent sujettes aux temps partiels ainsi qu'aux emplois instables alors qu'elles sont plus nombreuses à avoir un diplôme de l'enseignement supérieur.

De plus, nous demandons que les violences faites aux femmes soient reconnues et contrées (38 féminicides en 2017 en Belgique, 15.000 plaintes pour violences conjugales et 1.000 pour viol en 2016 alors que seules 1 sur 6 ose s'adresser à la police).<sup>6</sup>

Enfin, nous sollicitons un système qui garantisse à toutes le droit à l'avortement, l'interdire n'empêchant pas les femmes d'y avoir recours. Face à une grossesse non désirée et non assumée, les femmes sont prêtes à risquer leur santé voire leur vie. Il s'agit d'être à l'écoute des réalités de vie des femmes. Nous affirmons qu'il est important que des structures garanties par les États soient mises en place pour que, d'une part, un avortement puisse se dérouler dans des conditions correctes et que, d'autre part, des femmes désirant mener leur grossesse à son terme puissent trouver les soutiens nécessaires à l'accueil de l'enfant.

Particulièrement en cette année d'élections européennes nous voudrions rendre force aux valeurs sur lesquelles s'est construite l'Union européenne : dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, Etat de droit et Droits humains.

Lydie Flament  
Chargée de campagne



Avec le soutien de



*Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet [www.acrf.be](http://www.acrf.be)*

*L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.*

*Merci !*

<sup>1</sup>Direction générale « communication » de la commission européenne, [https://europa.eu/european-union/index\\_fr](https://europa.eu/european-union/index_fr) [en ligne], consulté le 13-02-2019.

<sup>2</sup> Centre d'information sur l'Europe, <https://www.toutteleurope.eu/> [en ligne], consulté le 13-02-2019.

<sup>3</sup> F. Florin, « J-100 avant les élections européennes : les enjeux et les forces en présence », RTBF [en ligne], 14-02-2019.

<sup>4</sup> Propos recueillis lors de la visite d'une délégation de l'ACRF au Parlement Européen le 21/03/2019

<sup>5</sup> Observatoire des inégalités, [https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-entre-les-femmes-et-les-hommes-en-Europe?id\\_theme=23](https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-entre-les-femmes-et-les-hommes-en-Europe?id_theme=23) [en ligne], consulté le 22-03-2019.

<sup>6</sup> F. Grosfilley, « Violences sur les femmes : les chiffres belges font froid dans le dos », 23-11-2017, RTBF [en ligne].